

Profil : Professeur·e  
Section CNU : 01 – droit privé et sciences criminelles  
Localisation du poste : IUT ou campus droit  
Numéro d'identification Galaxie : 23  
Numéro d'identification établissement (id fiche de poste) : 501  
Type de recrutement (Art.) : 46.3

## Description de l'employeur

Université Côte d'Azur (UCA) est un grand Établissement Public à Caractère Scientifique Culturel et Professionnel (EPSCP) dont les missions fondamentales sont la Formation des étudiant·e·s et des professionnel·le·s, une Recherche d'excellence et une Innovation au service de tous et toutes. Cet établissement public expérimental (au sens de l'ordonnance du 12 décembre 2018 dont les statuts ont été publiés le 27 juillet 2019) vise à développer le modèle du 21ème siècle pour les universités françaises, basé sur de nouvelles interactions entre les disciplines (pluridisciplinarité et transdisciplinarité), avec une volonté de dynamique collective articulant Formation-Recherche-Innovation, ainsi que de solides partenariats locaux, nationaux et internationaux avec les secteurs public et privé.

Lauréate depuis 2016 de l'Initiative d'Excellence avec « UCA Jedi » (49 millions d'euros), du projet 3IA (institut interdisciplinaire pour l'intelligence artificielle) en 2019 (18 millions d'euros), d'un projet d'école universitaire de recherche (EUR), Université Côte d'Azur est engagée dans une trajectoire de transformation et d'excellence, qui vise à lui donner le rang d'une grande université intensive en recherche à la fois ancrée dans son territoire et tournée vers l'international. Université Côte d'Azur emploie directement environ 3000 personnels et accueille chaque année une population de plus de 30 000 étudiant·e·s.

## Profil (en français et en anglais)

**DROIT DE LA CONCURRENCE / DROIT DU TRAVAIL**  
**COMPETITION LAW / LABOR LAW**

## Descriptif du poste

### MISSION D'ENSEIGNEMENT

Le. La candidat.e devra être en mesure d'assurer les cours suivants au sein du département GEA pour les diplômes de DUT FOCO, de DU GRH et de licences professionnelles PME/PMI, CCEC en initiale ou alternance dans les matières suivantes : Droit de la concurrence, droit des affaires approfondies, droit des affaires, environnement juridique des PME, droit du patrimoine, droit du travail, droit social européen, droit de la protection sociale, droit du développement durable (Responsabilité sociale des entreprises). Une expérience dans l'enseignement de ces matières est fortement souhaitée auprès de publics et de niveaux d'enseignements variés. Le service de la ou du candidat viendra enrichir une offre de formation interdisciplinaire au sein d'Université Côte d'Azur. De plus le ou la candidat.e devra avoir une expérience significative en matière d'investissement pédagogique par exemple en matière de direction de diplômes, de suivi des étudiants, (mémoires et/ou rapports de stages) voire en matière de suivi d'alternants. Comme dans tout département de l'IUT, le ou la candidat(e) pourra être amené à prendre en charge des responsabilités administratives.

**Contact : Nicolas BERNARD directeur du département GEA IUT de Nice,**  
[Nicolas.BERNARD@univ-cotedazur.fr](mailto:Nicolas.BERNARD@univ-cotedazur.fr)

Le projet pédagogique du département Droit privé (section CNU 01) du campus droit est de doter ses étudiants de connaissances universitaires solides et de compétences en matière de droit civil, de procédure civile, de sciences criminelles, de droit économique et de droit des affaires. A cet égard, le droit de la famille et le droit pénal sont deux champs importants du département en termes de formation en Licence mais également en Master. Les étudiants·es formés·ées seront ainsi aptes aussi bien à une poursuite d'études en doctorat qu'à une insertion professionnelle dans le monde du travail.

**Contact : Mme Sophie Bricca-Druffin, directrice du département de droit privé et sciences criminelles : [sophie.bricca-druffin@univ-cotedazur.fr](mailto:sophie.bricca-druffin@univ-cotedazur.fr)**

### **MISSION DE RECHERCHE**

Le poste est fléché « droit de la concurrence, droit du travail » dans la lignée des travaux de l'école de droit économique de Nice et les travaux du ou de la candidat.e seront rattachés au GREDEG UMR 7321 CNRS/UCA. Autrement dit, les travaux du candidat en droit de la concurrence à titre principal et en droit du travail devront démontrer un attrait pour la recherche pluridisciplinaire au croisement d'autres disciplines telles que l'économie et/ou la gestion ainsi qu'un certain goût pour l'approche critique et théorique des questions juridiques conformément aux méthodes et à l'esprit de l'école niçoise de droit économique.

Le. La candidat.e sera amené.e à travailler sur les projets structurants du GREDEG en l'occurrence le projet 1 Stratégies et régulation des marchés (SRM) et le projet 7 sources et méthodologie du droit économique (SMDE). Cela requiert notamment un goût pour le travail collectif, en équipe. Enfin le candidat assumera des fonctions scientifiques et administratives d'encadrement au sein du GREDEG , à cet égard une expérience des responsabilités collectives est souhaitée.

**Contact : Fabrice SIIRIAINEN, professeur de droit privé GREDEG, [siiriainen@gredeg.cnrs.fr](mailto:siiriainen@gredeg.cnrs.fr)  
Jean Pierre ALLEGRET, Directeur du GREDEG UMR 7321 CNRS/UCA, [jeanpierre.allegret@univ-cotedazur.fr](mailto:jeanpierre.allegret@univ-cotedazur.fr)**

Le CERDP est un centre de recherche en droit privé et sciences criminelles qui s'intéresse aux aspects procéduraux du droit, sans pour autant négliger le droit substantiel. Le·la candidat·e est amené·e à intégrer, selon son profil, soit le pôle civil et procédure civile, soit le pôle pénal et procédure pénale. Le·la civiliste recherché·e devra être spécialisé·e en droit de la famille. Le CERDP a, en effet, développé, de longue date, une recherche en droit de la famille, recherche que l'unité de recherche entend renforcer et pérenniser. L'existence d'un intérêt du·de la candidat·e civiliste pour la procédure civile et/ou les procédures collectives, qui constituent le troisième et dernier pôle du CERDP, est un atout important. Le·la pénaliste recherché·e devra être spécialisé en procédure pénale, droit pénal mais également en post-sentenciel. Il sera amené à renforcer le pôle pénal et procédure pénale afin, notamment, d'encadrer les thèses et de maintenir la dynamique pénaliste du CERDP. Quel que soit leur profil, les candidat·e·s devront avoir une expérience certaine en matière d'organisation de colloques et autres manifestations scientifiques.

**Contact : M. Mathias Latina, directeur du CERDP : [mathias.latina@univ-cotedazur.fr](mailto:mathias.latina@univ-cotedazur.fr)**

## **Modalités de candidature**

Les personnes intéressées doivent s'inscrire sur GALAXIE : <https://galaxie.enseignementsup-recherche.gouv.fr/antares/can/index.jsp> et y déposer leur dossier **au plus tard le 03/03/2020.**

**Pour toute question d'ordre administrative ou de procédure, merci de contacter la DRH : [drh.enseignants@unice.fr](mailto:drh.enseignants@unice.fr).**